

9 mai 2003 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République avec le président polonais et le chancelier allemand, sur la coopération entre les trois pays, l'Irak et sur la défense européenne et l'OTAN, à Wroclaw le 9 mai 2003.

LE PRESIDENT KWASNIEWSKI - Monsieur le Président, Monsieur le Chancelier, Mesdames et Messieurs, tout d'abord, je vous souhaite la bienvenue et je vous remercie d'être si nombreux ici présents à cette rencontre. C'est la cinquième rencontre du Triangle de Weimar au sommet. Après Gdansk, la seconde a eu lieu à Poznan, ensuite en France et en Allemagne. Nous sommes rentrés en Pologne. Aujourd'hui, c'est à Wroclaw.

Nous nous sommes entretenus des questions de l'Union européenne, au sujet de l'élargissement de l'Union, du référendum en Pologne. J'ai remercié nos partenaires pour leur soutien à la présence de la Pologne au sein de l'Union européenne. Nous avons parlé de la politique étrangère commune et de sécurité européenne. Nous avons parlé de la communauté transatlantique. Nous avons parlé de l'Iraq et ses conséquences ainsi qu'au sujet du Triangle de Weimar.

J'ai été autorisé à vous présenter, Mesdames et Messieurs, un communiqué qui résume notre discussion. Je lis donc ce communiqué.

"Les Présidents de la République de Pologne, de la République Française et le Chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne ont tenu leur réunion au sommet dans le cadre du Triangle de Weimar, à l'invitation du Président Aleksander Kwasniewski, le 9 mai 2003 à Wroclaw.

En cette journée qui est aussi la Fête de l'Europe, le Président Jacques Chirac et le Chancelier fédéral Gerhard Schroeder ont voulu saluer la Pologne, ses autorités, son peuple, pour la volonté avec laquelle ils ont parcouru le chemin conduisant aux portes de l'Union, leur témoigner combien leur retour au sein de la famille européenne est attendu après tant de déchirures de l'histoire et marquer leur confiance dans le choix que le peuple polonais fera les 7 et 8 juin prochain lors du referendum sur la ratification du Traité d'adhésion.

Les Présidents et le Chancelier ont réaffirmé leur attachement au Triangle de Weimar, dont la vocation demeure de " resserrer de plus en plus étroitement les liens de coopération qui unissent les peuples et les Etats à tous les niveaux et dans tous les domaines de la vie ". Cadre de dialogue et de coopération entre trois partenaires égaux, le Triangle de Weimar peut devenir une force d'initiative et de proposition au service de l'Union élargie. Dans cette perspective, la France et l'Allemagne ont décidé d'associer la Pologne à leurs réflexions sur le développement des politiques communes, notamment de la politique agricole commune, de la politique de cohésion économique et sociale et de la politique des transports.

Les Présidents et le Chancelier sont convenus d'intensifier la concertation entre les trois pays sur le développement des politiques extérieures, de sécurité et de défense européennes par l'engagement de consultations tripartites régulières. Ces consultations ont notamment pour objet d'accélérer le développement des capacités civiles et militaires dans le cadre de la PESD, ainsi que de renforcer le partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'OTAN. Dans ce contexte, le Président Jacques Chirac et le Chancelier fédéral Gerhard Schroeder ont

communiqué au Président Aleksander Kwasniewski les propositions faites lors de la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement le 29 avril à Bruxelles, propositions qui continueront de faire l'objet d'un débat entre tous les Etats membres actuels et futurs de l'Union européenne. Le Président et le Chancelier ont également décidé de développer une coopération étroite sur la réforme des institutions européennes conduite dans le cadre de la Convention, notamment sur l'architecture institutionnelle et la PESC. Ce travail commun devra se poursuivre et s'intensifier. Ils ont eu des échanges de vues approfondis sur les perspectives de renforcement des relations de partenariat avec la Russie ainsi qu'avec les autres " nouveaux voisins " de l'Union élargie, en particulier l'Ukraine, et se sont mis d'accord pour la poursuite de ces échanges.

Les Présidents et le Chancelier se sont félicités du dialogue étroit noué depuis la création du Triangle de Weimar entre les Ministres des Affaires étrangères et entre les Ministres de la Défense, du bon rythme pris par la concertation entre les Ministres des Finances et de la perspective d'une première rencontre entre les Ministres des affaires sociales et du Travail et entre les Ministres des Affaires européennes. Ils ont encouragé l'extension du champ d'activité du Triangle à d'autres domaines comme celui des transports ou des affaires intérieures, de même que le renforcement de l'ancrage du Triangle dans la société civile par l'intensification de la coopération décentralisée entre collectivités des trois pays ainsi que des échanges de jeunes et d'étudiants. Dans ce contexte, ils sont convenus de faire examiner par leurs gouvernements les possibilités d'une coopération trilatérale des universités, en particulier au sein de l'Europa Universität Viadrina de Francfort sur Oder. Ils ont enfin appelé au développement du dialogue entre les parlementaires des trois pays".

Voilà pour le communiqué. Je tiens à ajouter que, reconnaissant que beaucoup de choses ont lieu à l'heure actuelle, le Président de la République française, le Chancelier et moi-même nous avons reconnu que cela vaut la peine de poursuivre la coopération, par exemple via les Ministres des Affaires étrangères, en ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune.

Nous veillerons aussi à ce qu'il y ait des rencontres des Ministres responsables de l'intégration européenne dans le cadre de la coopération sur la Convention et dans le cadre de la préparation du traité de l'Union concernant les réformes institutionnelles au sein de l'Union.

Je tiens à vous dire que nos entretiens ont été très amicaux, très ouverts.

Je voudrais réitérer ma reconnaissance au Président de la France et au Chancelier de l'Allemagne pour le soutien qu'ils nous ont donné dans notre démarche avec les paroles qu'ils ont tenues. Il faut encourager notre population pour le référendum qui aura lieu dans un mois.

Je vous remercie beaucoup.

Monsieur le Président de la France.

LE PRESIDENT - Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement mon ami le Président Kwasniewski. Nous nous connaissons depuis longtemps. Je garde encore de ma visite d'Etat en Pologne un souvenir ému tant il est vrai que les relations humaines, historiques entre la Pologne et la France sont fortes et toujours d'actualité.

Je le remercie de nous avoir réunis avec le Chancelier allemand pour des entretiens intéressants sur lesquels je vais revenir en quelques mots. Et je voudrais également remercier la population, les citoyennes et les citoyens de Wroclaw qui nous ont accueillis avec beaucoup de gentillesse, avec chaleur, malgré les inconvénients, notamment en matière de circulation, qu'inévitablement, provoque ce genre de réunion. Alors, je leur dis toute ma reconnaissance, reconnaissance qui s'adresse également bien entendu au Maire de cette cité qui nous a accueillis dans son bel Hôtel de Ville.

Cette réunion a lieu un jour un peu symbolique qui est le jour de l'Europe. Et chacun sait que l'Allemagne et la France ont été probablement, je dirais, les premiers et les plus actifs militants pour soutenir l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne. C'est dire qu'aujourd'hui notre joie est grande à la suite du récent sommet et de la signature du traité à Athènes, avant l'entrée définitive de la Pologne dans l'Union européenne. C'est pour tous les Européens, sans aucun doute, un élément de force pour l'avenir, de joie aussi, de réconciliation de notre continent. Mais c'est peut-être plus encore, pour l'Allemagne et pour la France, une joie d'avoir été parmi, je le

répète, les premiers à militer pour cette situation.

Nous avons évoqué les problèmes qui ont été rappelés par le Président et qui sont mentionnés dans le communiqué. Nous avons parlé de la réforme des institutions européennes, qui est nécessaire pour adapter notre Union européenne à son élargissement, son premier élargissement, puisque d'autres suivront, chacun le sait. Et nous avons constaté avec satisfaction que, sur l'essentiel, l'approche polonaise, allemande, française pour la réforme des institutions, cette approche est de la même nature, cette approche est identique.

Nous avons parlé des problèmes de l'Europe de la sécurité, de la défense, de la diplomatie. Et, là encore, nous avons évoqué notamment les problèmes récents qui ont été posés par la situation créée en Iraq. Mais nous avons clairement affirmé notre volonté de progresser ensemble vers une Europe qui puisse se doter des moyens indispensables à sa défense, naturellement dans le plus grand respect de l'Alliance atlantique, cela va de soi.

Nous avons évoqué l'avenir des politiques communes, qu'il s'agisse de la politique agricole commune, qu'il s'agisse de la politique de cohésion. Et, là encore, nous avons affirmé nos points de vue et constaté que nous étions sur la même ligne, en tous les cas que nous définissions un horizon commun.

Nous avons parlé du partenariat entre l'Union européenne et la Russie, qui est un partenariat essentiel pour l'avenir et qui fera l'objet de la prochaine rencontre Union européenne-Russie à Saint-Petersbourg. Nous avons également parlé des relations amicales que nous voulons avoir tous avec l'Ukraine, pour soutenir notamment son évolution, ses réformes et son progrès sur la voie de la démocratie.

Nous avons enfin évoqué le problème de la coopération trilatérale, c'est-à-dire les suites à donner au processus de Weimar avec une ambition suffisante pour qu'il y ait des résultats concrets, étant entendu que nous avons des objectifs communs sur beaucoup, beaucoup de points.

Enfin, nous avons évoqué les problèmes culturels et j'ai proposé notamment un partenariat entre l'université franco-allemande et l'université germano-polonaise Viadrina de Francfort.

Voilà en gros les grandes lignes de ce que nous avons évoqué. Il nous reste maintenant à répondre à vos questions, après que le Chancelier aura parlé.

LE CHANCELIER SCHRÖDER - Quelques brèves remarques de ma part. D'abord, l'élargissement nous met en situation de faire en sorte que toute l'Europe soit un site de paix durable et de prospérité pour les Européens. Je pense qu'on ne peut pas le dire trop un jour comme aujourd'hui en particulier. C'est une occurrence historique et c'est pourquoi nous avons également dit que nous prions les citoyennes et les citoyens de ce merveilleux pays d'approuver l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne dans le cadre du référendum, parce que la Pologne a toujours compris qu'elle était un pays européen. Je suis convaincu que les Polonais et les Polonaises appuieront ce processus.

Comme l'ont dit le Président KWASNIEWSKI et le Président CHIRAC, nous avons évoqué toute une série de questions de politique internationale et nous pouvons nous féliciter de constater que nous sommes d'accord pour dire que la lettre commune lancée par la France et l'Allemagne à la Convention sur les institutions recueille également l'assentiment de la Pologne. Il faudra encore discuter des détails, comme l'a dit le Président KWASNIEWSKI. Et il faudra donc un certain nombre de rencontres de nos ministres.

Il est également apparu, à propos de ce que nous avons évoqué à Bruxelles en matière de politique étrangère et de sécurité commune entre la France, la Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne, que les propositions que nous avons émises à Bruxelles sont ouvertes à tous les membres actuels et futurs de l'Union européenne. Et la Pologne reconnaît que c'est le principe à suivre et que cette démarche est positive. Nous avons dit clairement à quel point nous trois étions d'accord pour dire que, si cette rencontre de Bruxelles était présentée comme quelque chose à l'encontre de l'OTAN, il n'en était rien. Il s'agit de mettre en place un pilier européen fort au sein de l'OTAN et rien d'autre.

Enfin, en ce qui concerne le développement des institutions, c'est important que nous nous y attaquions ensemble pour que l'Europe politique vive.

Nous avons évoqué la situation internationale et, sur ce point, il y a encore des divergences de

nous avons évoqué la situation internationale et, sur ce point, il y a encore des divergences de vues. Vous les connaissez. Elles s'expliquent notamment par l'histoire et par la situation actuelle. Mais, par delà ces divergences, nous avons beaucoup de points communs, nous avons notamment l'intérêt commun d'éviter une catastrophe humanitaire en Iraq et c'est pourquoi les Allemands, les Français, les Polonais aussi, certainement, apporteront toutes les possibilités qu'ils ont pour venir en aide aux Iraquiens et aux Iraquiennes et leur éviter la souffrance. Nous avons par ailleurs également exprimé clairement, en tout cas je peux le dire pour ma part, que ce que nous pouvons faire, nous voulons le faire sous l'égide des Nations Unies. Quels que soient les détails de la mise en oeuvre de ces opérations de reconstruction de l'Iraq, il y a tout une série de solutions tout à fait pragmatiques à envisager, notamment la question centrale de la suite du processus de stabilisation de la région et du pays. Il y a tout un tas de réponses à apporter à ces questions.

Et, enfin, en ce qui concerne l'avenir du Triangle de Weimar, il s'agit de respecter nos partenaires au sein de l'Europe. Très bientôt, nous serons tous membres de l'Union européenne, tous les trois. Il faut donc poursuivre ce dialogue du Triangle de Weimar et, chaque fois que c'est nécessaire, il y a beaucoup de domaines dans lesquels c'est nécessaire, il faut intensifier encore ce dialogue. Je crois donc que cette rencontre d'aujourd'hui a été à cet égard également très importante. Et ce qu'a dit le Président KWASNIEWSKI sur le référendum à venir sur l'Europe nous a tous encouragés. Nous nous réjouissons de pouvoir accueillir bientôt la Pologne comme membre à part entière de l'Union européenne et nous sommes convaincus que le peuple polonais va ouvrir la voie juridique qui reste à ouvrir pour conclure cette adhésion.

QUESTION - Les Américains veulent une nouvelle résolution au sein du Conseil de sécurité ? Allez-vous soutenir cette résolution américaine sur l'Iraq ?

LE PRESIDENT KWASNIEWSKI - Tout d'abord, il faut commencer par les membres permanents du Conseil de sécurité.

LE PRESIDENT - Ce projet de résolution fera l'objet de discussions dans les prochains jours au Conseil de sécurité. Alors, à ce stade, je vous confirme la disposition de la France, et je ne crois pas m'avancer de façon excessive en disant la disposition de l'Allemagne, à aborder ces discussions sur l'avenir de l'Iraq dans un esprit à la fois ouvert et constructif.

Nos objectifs sont la reconstruction économique et politique de ce pays, comme l'a dit tout à l'heure le Chancelier, et la restauration aussi rapide que possible de sa pleine souveraineté. Nous restons convaincus que, pour atteindre ces objectifs et pour répondre ainsi aux aspirations du peuple iraquien, les Nations Unies, et c'est nous semble-t-il l'avis de l'immense majorité des nations et des peuples du monde, doivent jouer un rôle central.

LE CHANCELIER SCHRÖDER - En ce qui concerne la question des sanctions, elles ont perdu leur nécessité. Il s'agit maintenant de venir en aide à l'Iraq pour que le peuple iraquien puisse se développer et puisse vivre mieux que par le passé. La seule question qu'il nous faut encore poser, c'est de savoir quelles sont les conditions et quelle est la procédure. Et, ainsi que Monsieur CHIRAC l'a dit, nous sommes absolument prêts à des solutions pragmatiques. Au nom de la Chancellerie et du Ministère des Affaires étrangères, nous avons exprimé nos positions et nous avons accueilli un certain assentiment sur les souhaits de modification sur un point ou sur l'autre de nos propositions. Je crois que nous pouvons aboutir à une solution satisfaisante et je suis convaincu que, pour parvenir à une telle solution dans l'intérêt du peuple iraquien, tout le monde va faire des efforts pour aboutir à ce résultat. C'est en tout cas notre souhait.

LE PRESIDENT KWASNIEWSKI - La Pologne n'est pas en ce moment membre du Conseil de sécurité mais, politiquement, nous sommes très intéressés à ce que la résolution soit adoptée. Nous considérons qu'elle peut aider aussi bien l'activité des armées de stabilisation, des forces de stabilisation, que les programmes de reconstruction de l'Iraq. C'est un fondement juridique très fort pour les activités futures, attendu aussi bien par la société internationale que par les Iraquiens. Et la deuxième raison pour laquelle nous sommes pour la résolution de l'ONU, c'est que nous voulons que les Nations Unies prennent une part active dans tout ce processus. Le rôle des Nations Unies, malgré toutes les critiques qui ont été exprimées par rapport à cette institution, est très important et je pense qu'avec la résolution, l'ONU revient à une participation

active dans la solution des problèmes de cette région et de l'Iraq-même.

QUESTION - Est-ce que vous pensez que votre amitié avec le Président BUSH a aliéné votre amitié avec vos voisins français et allemands ?

LE PRESIDENT KWASNIEWSKI - De nos discussions, il résulte l'importance de bonnes relations avec les Etats-Unis. Nous voyons la place très importante des Etats-Unis dans la coopération transatlantique et je suis convaincu que ces questions sont distinctes. D'ailleurs, telle est la politique polonaise : nous voulons avoir de très bonnes relations avec les Etats-Unis, nous voulons avoir de très bonnes relations avec nos grands partenaires européens, la France et l'Allemagne. Je pense que la rencontre d'aujourd'hui, la rencontre du Triangle de Weimar, nous montre que, malgré des intentions différentes, une telle politique est possible et efficace. Je tiens à le dire à l'opinion publique polonaise, tout d'abord. Nous voulons, et nous poursuivrons, une telle politique qui, tout simplement, est une politique de très bonnes relations d'alliés aussi bien avec l'Allemagne, la France qu'avec les Etats-Unis.

QUESTION - J'ai une question à Monsieur Jacques CHIRAC. Monsieur le Président, pensez-vous que la Pologne pourrait être un pont qui unit l'Union européenne avec les Etats-Unis ?

LE PRESIDENT - J'ai la plus grande estime, bien entendu, pour la Pologne, pour les services très importants et éminents qu'elle peut rendre à l'Union européenne aujourd'hui et dans l'avenir. Mais, pour être très franc, je n'ai pas le sentiment que nous ayons besoin d'un pont entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Il y a un certain nombre de relations, qui sont à la fois historiques, politiques et institutionnelles. Quelles que soient les divergences de vue qu'on puisse avoir sur tel ou tel problème, et nous en avons, c'est vrai, elles n'effacent pas l'essentiel, c'est-à-dire le lien très fort qui existe et qui s'appelle le lien transatlantique.

QUESTION - Est-ce que vous avez parlé de la question de la participation de l'OTAN à l'Iraq ? Est-ce que vous avez parlé de cela lors de vos entretiens et quelle est l'attitude, la position de chacun de vous à cette idée ? Et puis la question de l'Ukraine a été soulignée d'une façon particulière dans le communiqué : est-ce que c'est une annonce de l'élargissement du Triangle ?

LE CHANCELIER SCHRÖDER - En ce qui concerne l'Ukraine, le Président a dit ce qu'il y avait à dire là-dessus. Nous en avons parlé et nous sommes fortement intéressés tous les trois à ce que les forces pro-européennes au sein de l'Ukraine soient confortées. C'est important tant pour l'Ukraine que pour l'Europe, évidemment.

Nous avons abordé la question de l'OTAN, mais je ne crois pas qu'il s'agisse d'y répondre maintenant. Ce qui compte pour le moment, c'est que, pour ce qui est de l'OTAN, les alliés sur place fassent ce qu'il faut pour le maintien de l'ordre. C'est à eux de mettre en place et de maintenir la sécurité et l'ordre. Pour ce qui concerne l'aide humanitaire, nous apporterons notre aide. Et, pour la reconstruction, il faut qu'elle se place sous l'égide des Nations Unies. Quant aux différentes dispositions de détail nécessaires, il conviendra qu'elles soient décidées par le Secrétaire général des Nations Unies et par le Conseil de sécurité et, d'autre part, par les alliés sur place.

Voilà, je crois, ce que l'on peut dire à propos de l'Iraq. Tout le reste, ce ne sont que des spéculations. Evidemment, c'est très intéressant pour un reporter multicartes mais ce ne sont que des spéculations.

LE PRESIDENT KWASNIEWSKI - Le Chancelier a dit tout ce qui a été dit lors de notre rencontre. Une dame a demandé à poser une question ...

QUESTION - Monsieur le Président CHIRAC, vous avez dans les mains depuis ce matin le projet de résolution américain. Est-ce que le dispositif, le nouveau dispositif prévu par les Américains pour le contrôle des futurs revenus du pétrole iraquien vous paraît satisfaisant ? Et, sinon, quelles sont vos objections ?

LE PRESIDENT - Nous venons d'avoir, tous, ce projet de résolution. Il demande à être examiné au fond. Et je vous ai dit dans quel esprit nous le faisons. Je n'ai pas l'intention de me prononcer prématurément sur le détail.

QUESTION - Monsieur le Président CHIRAC, un peu sur la même question pour vous demander une précision. Si, d'aventure, les Américains et les Anglais demandaient une sorte de mandat

pour la gestion de l'Iraq, est-ce que la France s'opposerait avec la même énergie qu'avant guerre à ce type de résolution ?

LE PRESIDENT - Une chose est la guerre, une autre chose est la gestion. Et, là encore, je ne me prononcerai pas a priori, pas plus que je ne m'étais prononcé au moment du problème de la guerre. J'attends de voir quelles sont exactement les propositions qui seront faites. N'attendez pas de moi des positions a priori. Je ne les avais pas prises avant la guerre. Je ne les prendrai pas naturellement aujourd'hui.

En revanche, je voudrais vous dire ce qui fonde la politique de la France. Ce qui fonde la politique de la France, c'est d'abord la conviction que le monde doit être organisé et démocratique. Et donc que les principes et les règles de la légitimité internationale s'appliquent à tous, doivent s'appliquer à tous. C'est aussi la conviction que l'action unilatérale et la guerre préventive ne peuvent pas être érigées en doctrines pour le monde de demain. Conviction, enfin, que la force militaire ne peut être qu'un dernier recours et non pas un préalable.

Alors, aujourd'hui, au Moyen Orient, en Iraq comme dans le conflit israélo-arabe, ce qu'il faut c'est construire la paix. La communauté internationale est d'autant plus forte qu'elle affirme une volonté collective. Pour être efficaces, il faut être unis, qu'il s'agisse de la lutte contre le terrorisme ou la prolifération ou qu'il s'agisse du règlement des crises.

Voilà la position qui fonde les décisions que prend la France quand les problèmes se posent.

QUESTION - C'est une question adressée à Monsieur le Chancelier Schröder. A propos des propositions polonaises que les forces allemandes participent à la mission polonaise en Iraq, est-ce que vous avez considéré cela comme de la témérité, comme l'a dit une partie de la presse allemande, ou autrement ? Comment les avez-vous perçues ?

LE CHANCELIER SCHRÖDER - Je ne parlerai pas de témérité ou d'arrogance. Je crois que c'est une proposition qui a fait l'objet d'une communication un peu malheureuse, voilà. Sur le fond, la question est réglée. Le corps commun qui existe entre les Allemands, les Polonais, les Danois, selon les informations d'experts dont je dispose, ce corps, objectivement, n'est pas en mesure d'assumer une telle mission. Cela, c'est le premier point. Et le deuxième point, c'est que l'Allemagne a également expliqué qu'elle souhaitait participer militairement à la lutte contre le terrorisme international comme à d'autres crises. Mais nous avons 3 000 soldats dans le cadre de la mission "enduring freedom", contre le terrorisme. Nous avons 2 500 soldats à Kaboul, où nous assurons la direction de la "FIAS", la force internationale. Nous avons des hommes dans les Balkans. Il faut aussi voir que nos ressources sont limitées. Et il faut se demander si nous pouvons les étendre indéfiniment.

Donc, d'abord, nous assumons beaucoup plus facilement nos compétences et nos missions de commandement au plan international. Mais nous voulons nous engager dans un cadre précis. D'ailleurs, notre Constitution ne nous permet de nous engager que sous un mandat des Nations Unies. Une telle opération nécessite l'égide des Nations Unies. C'est donc un débat pour le moment totalement théorique pour ce qui concerne l'engagement de l'Allemagne.

Nous respectons le choix différent de la Pologne, qui est souveraine en la matière. Chacun fait ses choix et cela nous convient de les respecter. Mais c'est une décision polonaise.

QUESTION - Une question à Monsieur le Président Kwasniewski. Monsieur le Président, dans le communiqué que vous nous avez présenté, on dit que Monsieur le Président CHIRAC et le Chancelier SCHROEDER vous ont présenté des propositions liées à leur rencontre à Bruxelles au sujet de l'Europe de la défense. Et cette phrase dans le communiqué est un peu elliptique. On ne dit rien au sujet des appréciations polonaises de ces propositions. Je comprends bien les convenances diplomatiques et ce communiqué a été rédigé avant. Mais je voudrais vous demander de nous donner vos appréciations préliminaires sur ces propositions, surtout dans le contexte des liens militaires intensifiés avec les Etats-Unis.

LE PRESIDENT KWASNIEWSKI - Nous avons parlé de ce sujet. Nous connaissons les documents de la rencontre de Bruxelles et, en ce qui concerne la conception de la politique commune étrangère, nous n'avons pas de doute. Nous partageons l'idée qu'on en a besoin. Dans mon intervention, je suis revenu sur la rencontre de Saint-Malo britanno-française où ces objectifs ont été définis.

été venimis.

Aussi, je pense qu'il y a beaucoup d'idées, de conceptions particulières ou pratiques, de structures, qui sont bonnes. Mais j'ai posé une question à laquelle j'ai reçu une réponse, une question résultant des inquiétudes polonaises. Est-ce que ce genre d'initiative, bien qu'ouverte pour tous, n'est pas une duplication des tâches que remplit l'OTAN ? Est-ce que cela n'affaiblit pas l'Alliance atlantique, ce avec quoi la Pologne ne peut pas être d'accord ?

Nous avons fait beaucoup d'efforts pour rentrer dans l'OTAN à partir de 99, nous sommes membres de l'OTAN et nous considérons que cette organisation a un rôle important à jouer en Europe, dans notre région et dans le monde. J'ai obtenu la réponse de Monsieur le Président et de Monsieur le Chancelier que, nullement, il n'y a de conception de dupliquer les tâches qui aujourd'hui sont remplies par l'OTAN ni d'amoindrir le rôle de l'Alliance atlantique. Nous ne devrions pas lire ainsi les déclarations de Bruxelles. Mais nous sommes convenus que beaucoup de questions détaillées demandent des entretiens entre experts et qu'elles seront poursuivies. Je vous informe que le Président et le Chancelier disent d'une façon univoque que cette initiative est une conception pour créer une politique de sécurité, une politique étrangère commune fondée sur des instruments indispensables mais qu'elle n'est pas orientée contre l'OTAN, ni ne vise à amoindrir le rôle de l'OTAN, ni à limiter les fonctions que l'OTAN remplit. J'ai pris connaissance de ces informations et je pense qu'au niveau des Ministres des Affaires étrangères, des experts, des Ministres de la Défense, on peut obtenir encore beaucoup d'intéressantes réponses.

QUESTION - Dans le communiqué, je lis que le Chancelier SCHROEDER et le Président CHIRAC vous ont parlé des résultats de la rencontre de Bruxelles du 29 avril. Le Chancelier nous a également dit qu'il a recueilli de votre part une certaine compréhension. Est-ce que vous êtes d'accord sur l'esprit et le sens de cette entreprise de Bruxelles ?

LE PRESIDENT KWASNIEWSKI - En ce qui concerne l'objectif général, c'est-à-dire la création d'une politique commune de sécurité et de défense, nous considérons que l'Europe devrait avoir disposé d'une telle politique. En ce qui concerne les questions détaillées, la réforme de la conception des missions de Petersberg, la création d'une agence de développement de capacités militaires, la création d'un collège européen de sécurité et de défense, je considère qu'il faut des entretiens entre experts. Mais en ce qui concerne la question de principe, les doutes que nous avons, est-ce que cette proposition n'est pas une tentative de dupliquer certaines tâches qui reposent sur l'OTAN, de limiter le rôle de l'OTAN, le Président et le Chancelier m'ont répondu ce que je viens de vous dire.

C'est une position politique très importante et qui enlève le doute que nous avons. Car, du point de vue de la Pologne, l'OTAN est très important, est très utile. Et nos démarches qui ont eu du succès en 99, nous ne voudrions pas les mettre en doute. Mais la réponse allemande et française est celle que vous entendez. Je considère que cette proposition, ouverte, demande des débats futurs, des rencontres entre experts. Nous allons nous entretenir à ce sujet.

QUESTION - En février, vous avez dit que les candidats qui ont soutenu la guerre en Iraq se sont comportés d'une façon très légère et qu'ils ont perdu une occasion de se taire. Beaucoup de Polonais se sont sentis offensés. Est-ce que vous considérez la même chose aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - Les Polonais ont eu tort de se sentir offensés car je ne peux pas avoir à leur égard une pensée qui soit offensante. Ce n'est pas dans ma nature, ni dans la nature des sentiments que je porte depuis toujours aux Polonais, et qui sont d'ailleurs des sentiments très largement unanimes en France. J'ai simplement dit que, lorsqu'on constitue une famille, avant de prendre des positions extérieures, il faut un minimum de concertation, au moins informer les autres membres de la famille. C'est cela que j'ai indiqué.

Et je n'ai pas vraiment le sentiment d'avoir offensé qui que ce soit. Et je n'ai pas non plus le sentiment d'avoir eu tort.

LE PRESIDENT KWASNIEWSKI - Je vous remercie tous, Mesdames et Messieurs.